

Le soutien timide du peuple québécois au peuple catalan

Souverainisme nationaliste 1, Indépendantisme internationaliste 0

À l'appel d'une composante des organismes unis pour le oui (OUI), rassemblement des souverainistes nationalistes étroitement lié au PQ et au Bloc, environ deux cent personnes se sont mobilisées devant le consulat espagnol de Montréal le 23 septembre¹. Les quatre partis se réclamant du souverainisme y étaient représentés par leurs gros canons. Si le chef d'Option nationale a davantage insisté sur l'enjeu de l'indépendance, les trois autres chefs ou porte-parole ont plutôt souligné l'atteinte flagrante à la démocratie devant laquelle s'esquivent les gouvernements Libéraux canadien et québécois. N'en est pas moins décevante la mince participation étant donné l'autoritarisme du gouvernement espagnol, rappelant l'ère Franco, contre le droit à l'autodétermination lequel devrait être cher au peuple québécois.

Le OUI péquiste domine Québec solidaire... pourtant une autre voie était possible

On ne peut blâmer ni la météo, magnifique et tempérée, ni un black-out médiatique, l'événement ayant été abondamment annoncé puis couvert. Ne doutons cependant pas qu'il a satisfait la mouvance souverainiste nationaliste afin d'assurer son hégémonie sur le mouvement souverainiste en général et sur Québec solidaire en particulier. Celui-ci, incapable ou refusant toute initiative mobilisatrice, s'est mis à la remorque du PQ et consorts. Son message ne se distingue pas ou à peine. Pourquoi ne pas profiter de l'occasion, au-delà du message commun concernant le droit à l'autodétermination et le refus Libéral de le défendre, de pointer que Québec solidaire est le seul parti qui s'est doté d'un plan concret et inclusif pour l'exercice de ce droit et qu'un comportement à l'espagnol du gouvernement canadien, préparé par la loi dite de la clarté de 2000, bloquerait ce processus démocratique ?

Plus profondément, pourquoi Québec solidaire, qui annonçait ses couleurs dès le onze septembre, n'a-t-il pas immédiatement pris l'initiative d'une mobilisation pour la Catalogne. Celle-ci aurait pu prendre la forme tant d'une pétition de l'Assemblée nationale, au lieu de cette énième pétition pour le salaire minimum à 15\$ pleine de condescendance envers les bas salariés et se substituant au mouvement populaire, que d'un rassemblement avant le premier octobre. Auraient pu être contactées non seulement la mouvance souverainiste nationaliste mais surtout la Coalition mains rouges et ses principales composantes syndicales et étudiantes, et au-delà toutes les centrales syndicales et toutes les fédérations étudiantes. Aurait sans doute émergé un double mouvement, l'un de la droite souverainiste qui ne veut plus de l'indépendance sauf aux Calendes grecques, l'autre de la gauche indépendantiste. Ce dernier aurait pu inviter le premier à frapper ensemble tout en marchant séparément.

Quand l'ennemi invite dans le débat le droit à l'autodétermination autochtone et inuit

Chez les Solidaires, la prééminence électorale fait en sorte que les urnes l'emportent sur la rue. Si au moins cette priorité malvenue avait entraîné Québec solidaire à damer le pion au PQ sur la question de la Catalogne au parlement même, c'eût été une consolation. L'occasion en fut le piège tendu au PQ et aux Solidaires par le Premier ministre rappelant que la défense du droit à l'autodétermination de la Catalogne passait par la même défense pour les peuples autochtones et inuit habitant le territoire de la province fédérale de Québec². Cette habile parade permettait aux Libéraux de ne pas se faire les champions du droit à l'autodétermination, contrairement à leur position historique, tout en soulignant que l'intégrité territoriale du Québec, y compris les territoires nordiques annexés en 1898 et 1912, suppose le statu quo fédéral. Ainsi les Libéraux bardaient de sagesse pragmatique leur prise de position à la Ponce-Pilate.

1 Voir une vingtaine de photos de mon album : <https://tinyurl.com/y7pvsxxk>

2 Marco Bélair-Cirino, [Autodétermination: un droit à risque pour le Québec, dit Couillard](#), Le Devoir, 22/09/17

La riposte péquiste consistait tout simplement à se contredire sans gêne en défendant à la fois le droit à l'autodétermination et l'intégrité territoriale du Québec fédéral tout en blâmant les Libéraux de ne plus le faire. Quant au nouveau porte-parole de Québec solidaire, il a escamoté l'attaque pour plutôt ramener le débat sur la question de la répression du gouvernement espagnol dont les Libéraux se disent préoccupés sans vouloir la condamner³. Reste que déjouer le piège Libéral ne justifiait aucunement de glisser sur le droit à l'autodétermination des peuples autochtones et inuit d'autant plus que le parti a une position programmatique sur le sujet... sur laquelle se taisent les porte-parole :

« Le peuple québécois ne peut refuser aux autres peuples ce qu'il revendique pour lui-même. Si son existence même, comme peuple, lui confère le plein droit à l'autodétermination, la même chose devrait s'appliquer dans le cas des peuples autochtones. Il ne s'agit pas là d'une question de nombre, mais de droit fondamental. Le droit à l'autodétermination des peuples autochtones peut s'exercer de diverses façons: l'autonomie gouvernementale en représente une; l'indépendance aussi, bien qu'aucun des peuples autochtones ne porte présentement de projet à cet effet. Des relations égalitaires avec les peuples autochtones n'en nécessitent pas moins le remplacement de l'a priori de l'intégrité territoriale du Québec par une tout autre notion, celle de la nécessaire cohabitation sur un même territoire de peuples souverains pouvant disposer librement de leur avenir. »

Le refus, est-ce la peur, de poser l'indépendance sur une solide base internationaliste

Malgré une certaine ambiguïté temporelle — la conjoncture ne posant pas le problème, on peut évoquer les principes sans risque — et spatiale — la « *nécessaire cohabitation* » est-elle géographique ou politique ? — le porte-parole Solidaire pouvait et devait se démarquer du PQ ce qui aurait permis au parti d'être autre chose que sa faible caisse de résonance. Ceci dit, il est évident qu'en plus de rejeter clairement l'hypocrite distinction entre droit à l'autodétermination « interne » et celui « externe », il manque au parti l'élaboration d'une offre de « république fédérée du Québec » (ou une autre appellation) basée sur d'amples territoires de gouvernements plurinationaux en plus des territoires distinctes à chaque nation et d'un gouvernement commun pour l'ensemble, le tout reconnu par des traités internationaux. Le parti a raté une bonne occasion de formuler la question du droit à l'autodétermination sur le terrain de l'internationalisme que rejettent les souverainistes nationalistes.

Le même dilemme se pose pour l'élaboration de la plate-forme électorale. Le parti campe la question de l'indépendance sur la base de la Constituante suivie d'un référendum et précédée de l'élection d'un gouvernement Solidaire. Toute l'affaire apparaît comme une question de démocratie pure en trois votes et beaucoup de parlotte détachée tant de l'histoire d'oppression nationale du peuple québécois que d'un projet de société d'émancipation sociale et de libération nationale pour lequel une mobilisation sociale de grande ampleur est incontournable. (En Catalogne, malgré qu'on voit de gigantesques mobilisations depuis 2010, mais sans suite gréviste, tant l'oppression nationale est forte, le choix de l'indépendance rejoint moins de 50% de l'électorat car manque le projet de société libérateur.) On reste entre nous, les nationaux, quitte à inviter une poignée de représentants autochtones et inuit. Pourtant l'oppression nationale s'envisage dans les rapports du peuple québécois au Canada et même aux ÉU lesquels nous soufflent dans le cou. Quant à son aboutissement, elle passe par la contribution du peuple québécois à la solution des problèmes cruciaux de l'humanité, ce qui veut dire par le plein emploi écologique⁴.

Marc Bonhomme, 24 septembre 2017

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

³ YouTube, [Gabriel Nadeau-Dubois et Philippe Couillard sur la situation en Catalogne](#), 21/09/17

⁴ On trouvera un condensé de ce projet de société dans « [Un Québec indépendant de plein emploi écologique pour sortir du pétrole](#) », Presse-toi-à-gauche, 12/09/17, et une mise en contexte dans « [Le projet de plateforme Solidaire rate la cible du projet de société. Mais toute l'attention va à Option nationale, piège nationaliste](#) », Presse-toi-à-gauche, 19/09/17. Ce dernier texte a été mis à jour sur mon site : « [Le projet de plateforme Solidaire rate la cible du projet de société -- Diversion médiatique et campagne surprise pour éviter le débat](#) », 21/09/17